

Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement

Chapitre 1. L'agriculture dans l'économie globale haïtienne : une vue d'ensemble

Michel Benoit-Cattin

Version finale 29 juin 2016



Photos : Geert van Vliet

Le contenu de ce rapport n'engage pas nécessairement l'entité qui finance cette étude (Banque Interaméricaine de Développement) ni aucune autre organisation mentionnée. Ce rapport reste de l'entière responsabilité de ses auteurs.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 3 |
| Problématique, question centrale, hypothèses..... | 3 |
| Méthode et données | 3 |
| Dynamique et perspectives démographiques | 4 |
| Perspectives..... | 5 |
| Agriculture et emploi..... | 6 |
| Points à approfondir | 7 |
| Les limites de la croissance économique..... | 8 |
| La faiblesse de la croissance économique en Haïti | 8 |
| Compléments sur la pauvreté et les inégalités..... | 10 |
| L'agriculture dans la croissance économique | 11 |
| La part de l'agriculture dans le PIB haïtien..... | 11 |
| La part de l'agriculture dans les PIB du panel | 11 |
| Les productivités agricoles | 12 |
| Méthode et données | 12 |
| La productivité de la terre | 13 |
| La productivité du travail..... | 13 |
| Les sentiers de productivités..... | 14 |
| Discussion..... | 15 |
| L'agriculture dans les échanges extérieurs..... | 15 |
| Les données. | 15 |
| Les grandes dynamiques..... | 15 |
| Import-substitution ou export-promotion ? | 18 |
| Besoins et capacités de financement..... | 20 |
| Les financements externes | 20 |
| Le rôle des banques | 21 |
| La dynamique alimentaire..... | 22 |
| Le disponible alimentaire progresse peu..... | 22 |
| La sous-alimentation reste majoritaire | 23 |
| Conclusion : bilan et perspectives | 23 |
| Quels enjeux de développement pour l'agriculture Haïtienne ?..... | 23 |
| Quelles premières options quant aux politiques et actions publiques ? | 24 |
| Comment hiérarchiser toutes ces options ?..... | 25 |
| ANNEXES | 26 |
| Annexe 1 : Bibliographie sélective | 26 |
| Annexe 2 : Liste des personnalités entrevues..... | 26 |
| Annexe 3 : Liens vers les bases de données utilisées | 27 |
| Annexe 4 : Définitions..... | 28 |
| Annexe 5 : Graphiques complémentaires | 30 |
| Annexe 6 : Deux scénarios pour hiérarchiser les options | 32 |

Introduction

Ce chapitre est le premier d'une série consacrée à l'agriculture Haïtienne et à ses perspectives d'avenir. La dynamique du secteur agricole s'inscrit dans la dynamique globale de l'économie et de la société haïtienne à laquelle il contribue. Haïti est généralement perçu comme un pays pauvre, surpeuplé, peu industrialisé, mal nourri avec une importante diaspora et fortement dépendant des aides extérieures : dans ce chapitre nous allons reprendre ces divers aspects en les précisant au mieux compte tenu des données disponibles. Dans ce premier chapitre un cadrage global, à l'échelle du pays va être présenté. Les données économiques mobilisées concernent essentiellement des flux estimés année après année.

Problématique, question centrale, hypothèses

La production agricole concerne de nombreux actifs et de nombreux ménages, la consommation alimentaire concerne tous les habitants d'Haïti, les échanges internationaux sont économiquement vitaux. S'il est vrai (hypothèse) que le secteur agricole est peu performant, l'amélioration de ses performances suppose des politiques et des actions publiques adéquates, de nature à stimuler les investissements privés (FAO, SOFA 2012). Un premier examen au niveau global du pays des dynamiques en cours, des atouts et contraintes du secteur agricole devrait permettre d'identifier un premier ensemble d'enjeux de développement concernant l'agriculture. Face à ces enjeux on peut identifier quelques options pour les politiques et actions publiques à venir.

La question traitée dans ce chapitre est: Face aux enjeux de développement identifiables au niveau national quelles premières options quant aux politiques et actions publiques ?

Méthode et données

Prendre en compte les dynamiques implique de privilégier les séries pluriannuelles pouvant révéler des tendances, des processus dignes d'intérêt. La profondeur temporelle sera essentiellement dépendante des données disponibles. Les dynamiques observées seront illustrées par des graphiques¹. Les données disponibles étant réputées peu fiables, ce sont les tendances mises en évidence qui retiendront notre intérêt plus que les valeurs des indicateurs utilisés.

Pour mieux apprécier la signification des phénomènes mis en évidence et relativiser les valeurs calculées, des comparaisons internationales seront proposées. Un panel de Pays a été retenu comprenant outre Haïti, la République Dominicaine voisine ainsi que la Jamaïque, île des Caraïbes d'une taille comparable. Pour l'Amérique en développement on a retenu le Nicaragua. Pour ce qui est de l'ensemble Africain, l'île de Madagascar a été sélectionnée. Enfin, dans l'espace Asiatique le choix s'est porté sur les Philippines².

En ce qui concerne Haïti, les données utilisées proviennent en premier lieu de l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) en particulier pour la démographie et la

¹ Pour faciliter la lecture, dans tous les graphiques concernant plusieurs pays, Haïti est figuré en rouge légèrement plus épais.

² Ces pays peuvent partager avec Haïti la proximité géographique, l'insularité, la taille démographique, la pauvreté, la ruralité, les crises institutionnelles...

comptabilité nationale. Pour ce qui est des données économiques et démographiques reprises dans les comparaisons internationales, elles proviennent des bases de données publiées par la Banque Mondiale: World Development Indicators (WDI) et Global Financial Development (GFD). Les données concernant l'agriculture et l'alimentation viennent de la base FAOSTAT. Ces bases de données internationales sont accessibles à tous sur internet³.

Pour faciliter l'exposé plusieurs grands thèmes seront successivement abordés:

- La dynamique démographique
- L'agriculture dans la croissance économique
- Les productivités agricoles
- Les échanges extérieurs
- Le financement
- L'alimentation

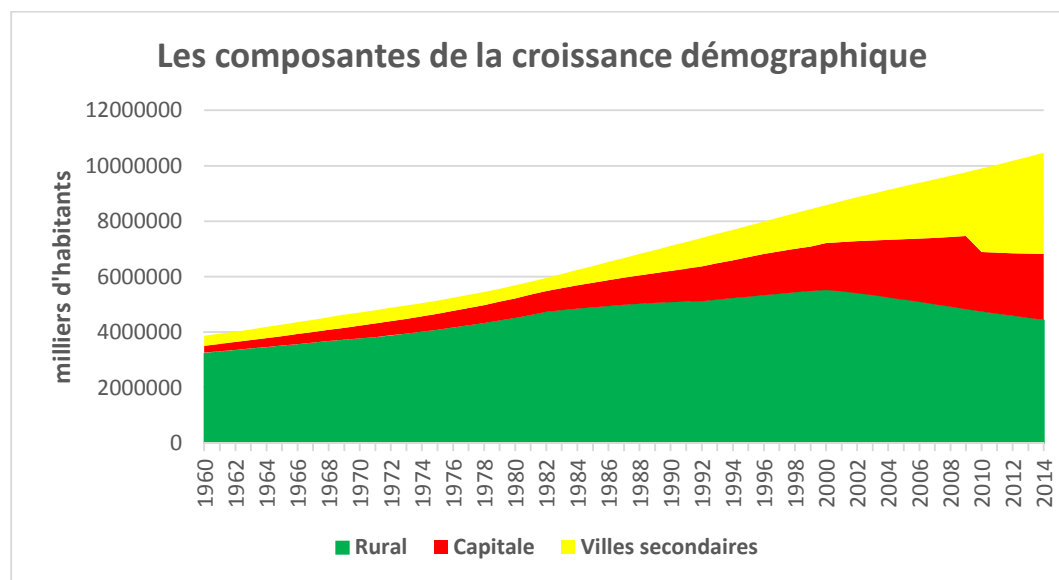
Dynamique et perspectives démographiques

Quand on s'intéresse au développement économique et social d'un pays et de son secteur agricole la première variable à considérer est sa démographie.

Les démographes de l'IHSI ont réalisé une étude récapitulative et prospective sur la période 1950-2050 dont les résultats chiffrés servent de base à ce chapitre.

Ces données semblent avoir été intégrées par la Division Population des Nations-Unies.

La dynamique démographique d'Haïti se caractérise d'une part par un ralentissement de la croissance démographique et d'autre part par une urbanisation croissante.



La croissance démographique se poursuit mais ralentit autour de 1,5% par an et devient linéaire: depuis 1980 la population augmente de 148 mille personnes par an. À cette augmentation il faut ajouter un flot net d'émigration moyen de l'ordre de 24 mille personnes. Cette croissance démographique est urbaine: entre 1970 et 2015 la population urbaine a été multipliée par presque 7, la population rurale par 1,2 et se serait arrêtée de croître en 2000. Le séisme de 2010 a stoppé voire inversé ce processus, mais de façon temporaire.

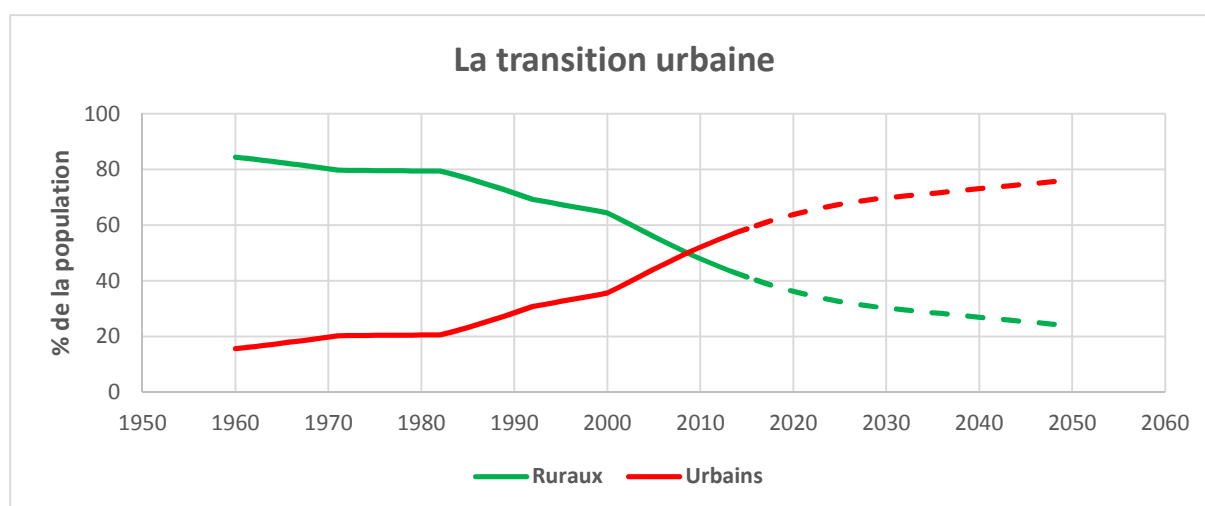
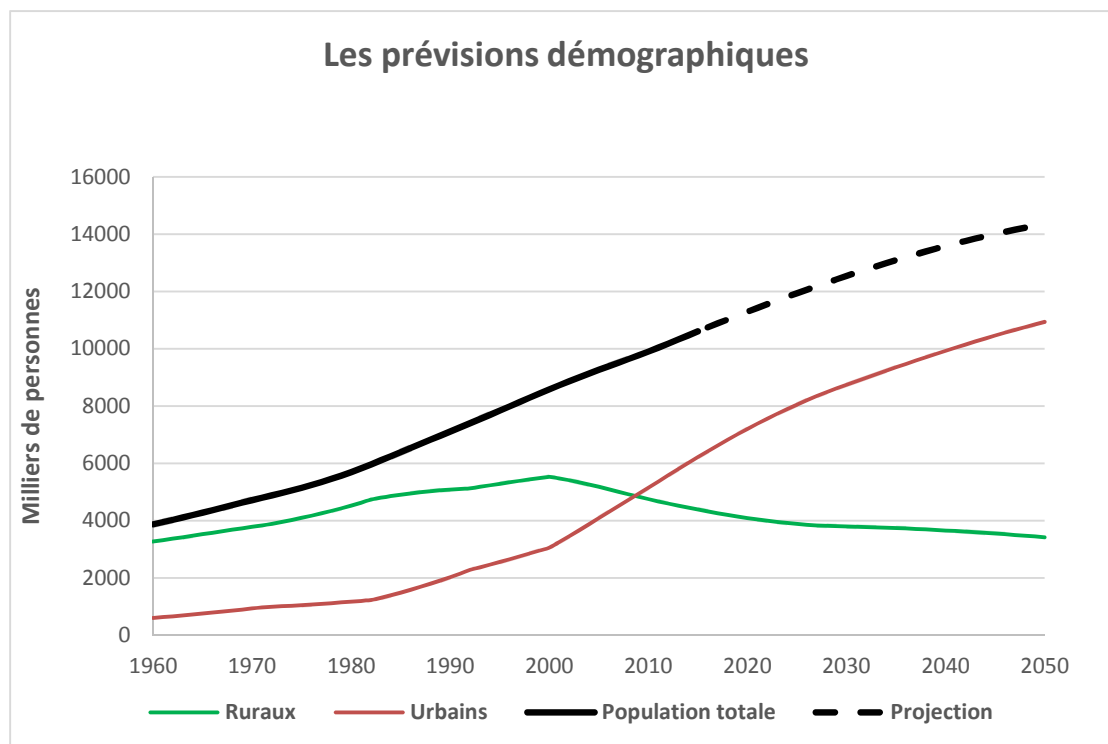
³ Les liens vers ces bases de données sont détaillés dans l'annexe 3.

Depuis 1960, on est passé de 20 à 60% de la population urbanisée. Depuis l'an 2000, la part de la population urbaine vivant dans la capitale a baissé de 55% à 40%: la croissance urbaine est de plus en plus dans les localités secondaires.⁴

Perspectives

Dans l'étude démographique citée des projections sont faites jusqu'à l'an 2050. Elles montrent que la croissance démographique devrait ralentir en rythme mais se poursuivre au delà de 2050. La transition démographique est loin d'être achevée. En même temps, le processus de transition urbaine déjà bien avancé devrait se poursuivre.

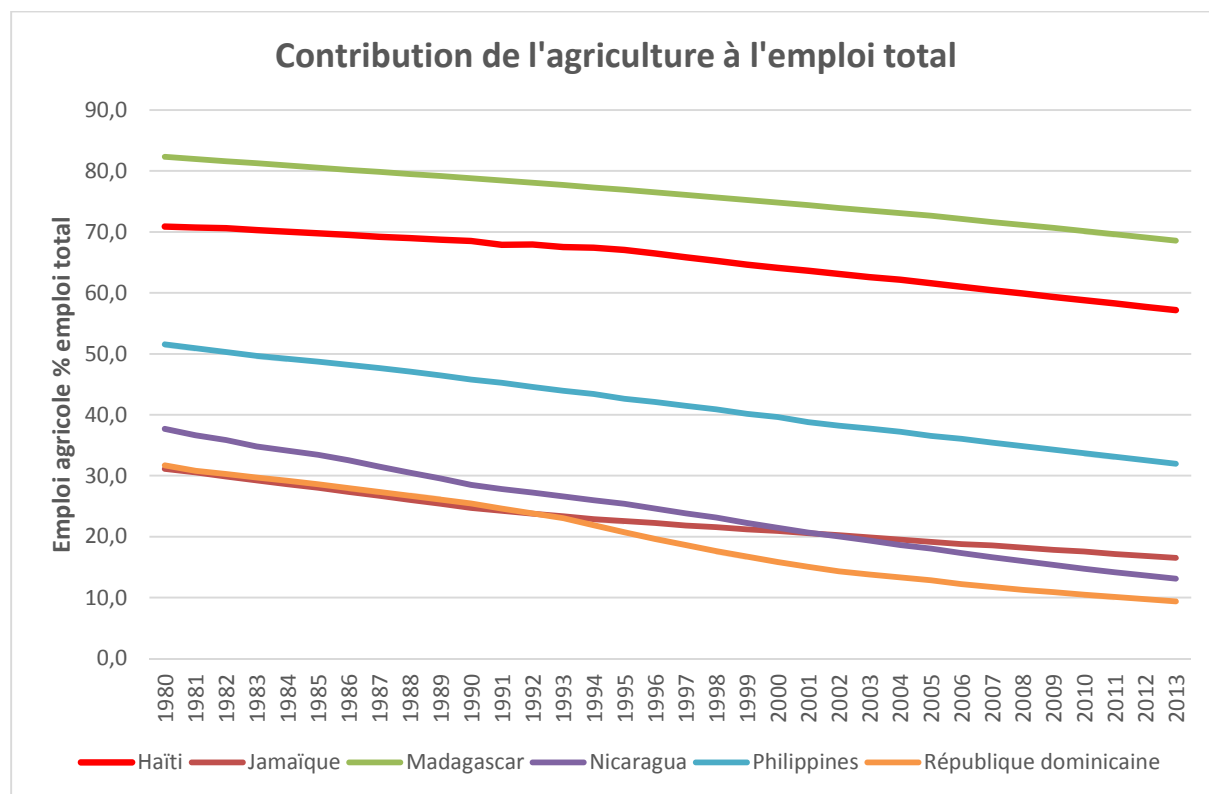
Un premier enjeu majeur pour l'agriculture est de nourrir une population urbaine croissante.



⁴ Un graphique en% illustre ces faits en annexe 5

Agriculture et emploi

L'agriculture (au sens large) mobilise un grand nombre d'actifs. Ce nombre d'actifs devrait évoluer en phase avec l'urbanisation et la baisse relative et absolue de la population rurale. Le Bureau International du Travail réalise des estimations des populations actives dont celle de l'agriculture. Ces données sont accessibles via FAOSTAT à partir de 1980. Ces données nous permettront d'évaluer la contribution de l'agriculture à l'emploi total et de comparer Haïti aux autres pays de notre panel.



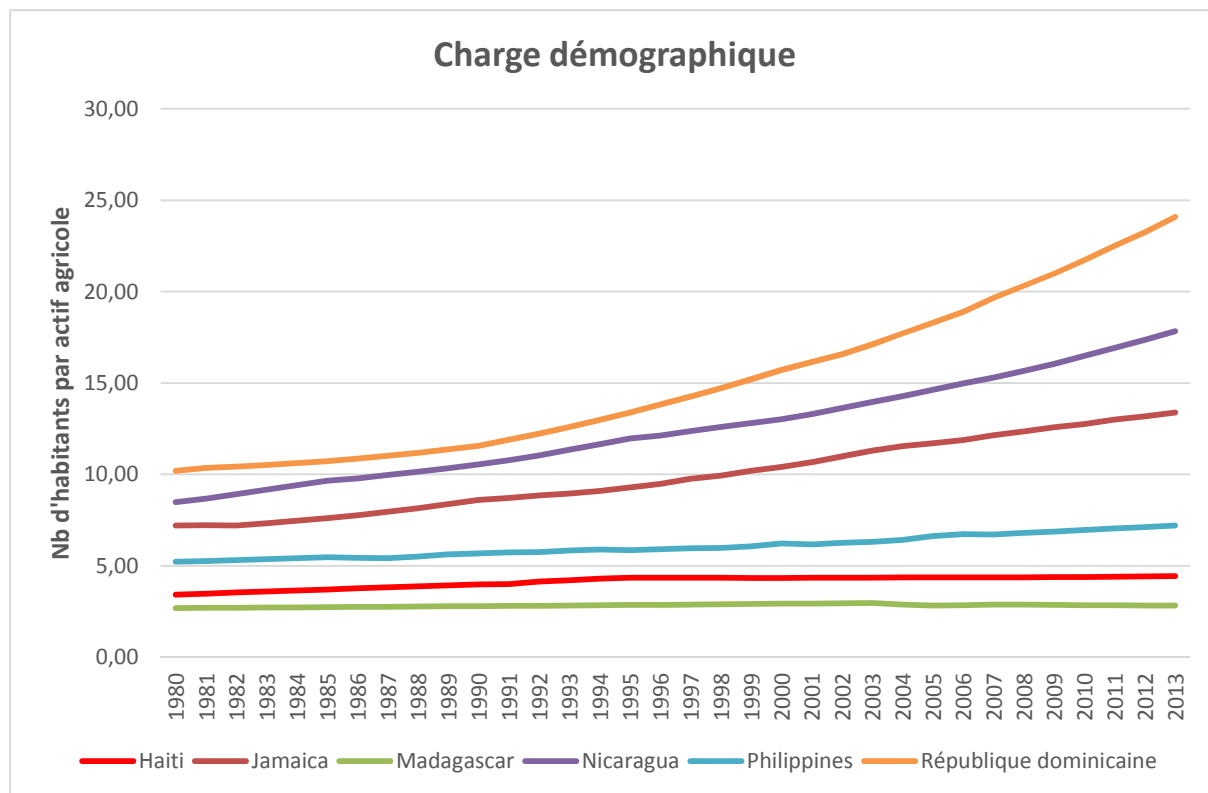
Dans tous les pays la part de l'emploi agricole dans l'emploi total diminue. En Haïti et encore plus à Madagascar, les actifs agricoles demeurent majoritaires. Par contraste, La Jamaïque, la République Dominicaine et le Nicaragua sont de moins en moins agricoles. Les Philippines se situant entre les deux.

Un autre ratio permet de caractériser les économies étudiées à savoir le nombre de personnes « à charge » par actif agricole.

L'agriculture au sens large fournit à l'ensemble de la population des aliments ainsi que du bois énergie et matériau de construction (ainsi que des revenus provenant des exportations).

On retrouve le contraste entre les pays les plus et les moins agricoles. Plus les pays sont agricoles, moins ce ratio évolue.

En Haïti, dans les années 80 chaque actif avait en plus de lui-même, 2,5 personnes à charge. Depuis les années 90 ce ratio cesserait de croître au-delà de 3,5. Pour maintenir le niveau de vie moyen, la productivité des travailleurs agricoles doit évoluer comme ce ratio, et progresser plus vite pour contribuer à l'amélioration du niveau de vie. Ce défi productiviste sera examiné plus en détail plus loin.



Points à approfondir

Rural n'est pas synonyme d'agricole⁵. Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages pourraient servir à préciser l'importance relative de l'agricole dans le rural selon les régions pour quelques années : la baisse relative des emplois agricoles dans les emplois ruraux correspondrait à une certaine forme de développement.

Le phénomène migratoire contribue sans doute à la baisse de la population rurale et plus particulièrement de la population active. Mais on sait qu'il est de nature plus complexe : du rural vers le rural ou vers les petites villes ou vers la capitale ou vers l'étranger (en particulier la République Dominicaine) ainsi que des petites villes vers la capitale ou l'étranger ou encore de la capitale vers l'étranger. L'enquête communautaire de 2009 peut permettre de caractériser et cartographier ces flux à l'échelle des sections communales. Par leurs transferts, les migrants peuvent contribuer à l'économie locale. L'urbanisation est synonyme de changement de mode de vie, d'habitude et préférences alimentaires, de besoin en énergie : on y reviendra plus loin. Le fait que l'urbanisation se passe de plus en plus hors de la capitale, dans les villes secondaires laisse augurer davantage d'interactions directes offre-demande locales.

Pour l'agriculture au sens large, offrir des emplois aux chômeurs et aux nouveaux venus est un enjeu majeur alors que sa base de ressources est limitée.

⁵ La définition du rural en Haïti n'est donnée dans aucun des documents consultés.

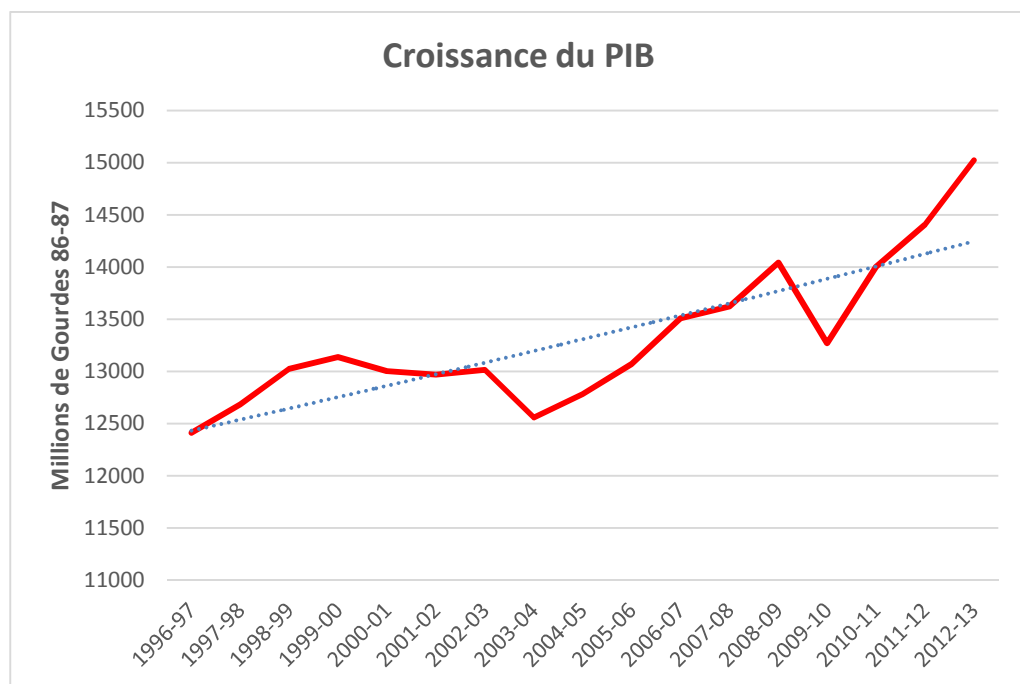
Les limites de la croissance économique

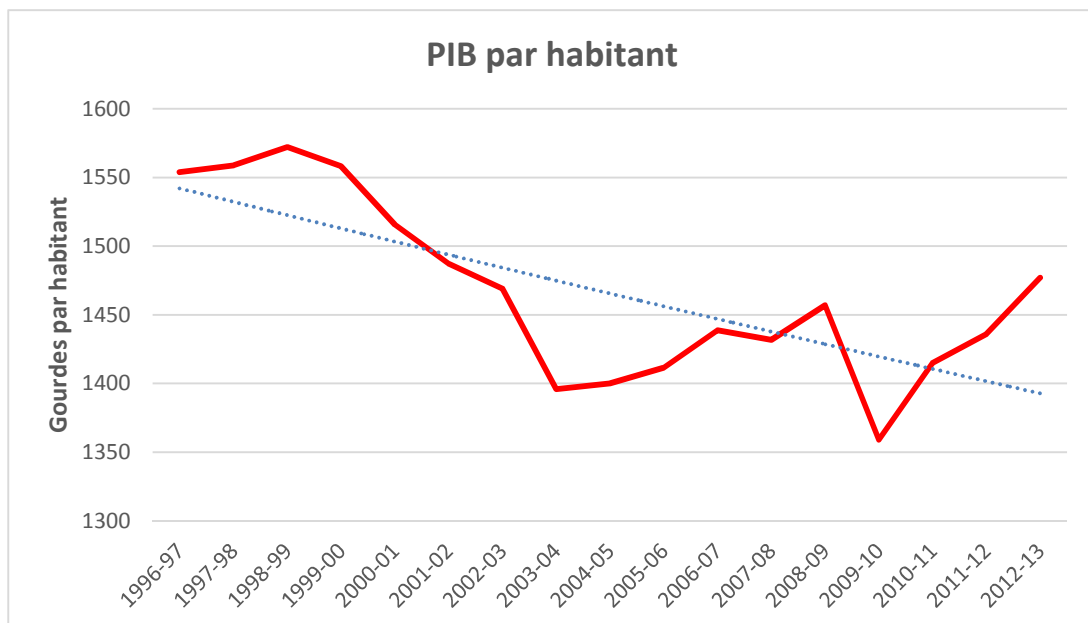
Comme cela se fait habituellement, la croissance économique sera caractérisée de façon globale par la mesure du produit intérieur brut, PIB et de façon relative par le ratio PIB/Capita. Le premier indicateur nous renseigne sur la valeur des biens et services produits dans le pays et le deuxième sur le niveau de vie moyen des habitants. L'examen de séries chronologiques nous renseigne sur les processus d'ensemble. Des comparaisons avec d'autres pays permettent de relativiser les observations sous réserve des problèmes de conversion des monnaies.

Les comptes de la nation publiés par l'IHSI couvrent la période 1996-97 à 2012-2013 et fournissent une décomposition du PIB en 10 branches en gourdes constantes base 85-86. Les comparaisons internationales utiliseront les données de la base WDI en dollars constants 2005.

La faiblesse de la croissance économique en Haïti

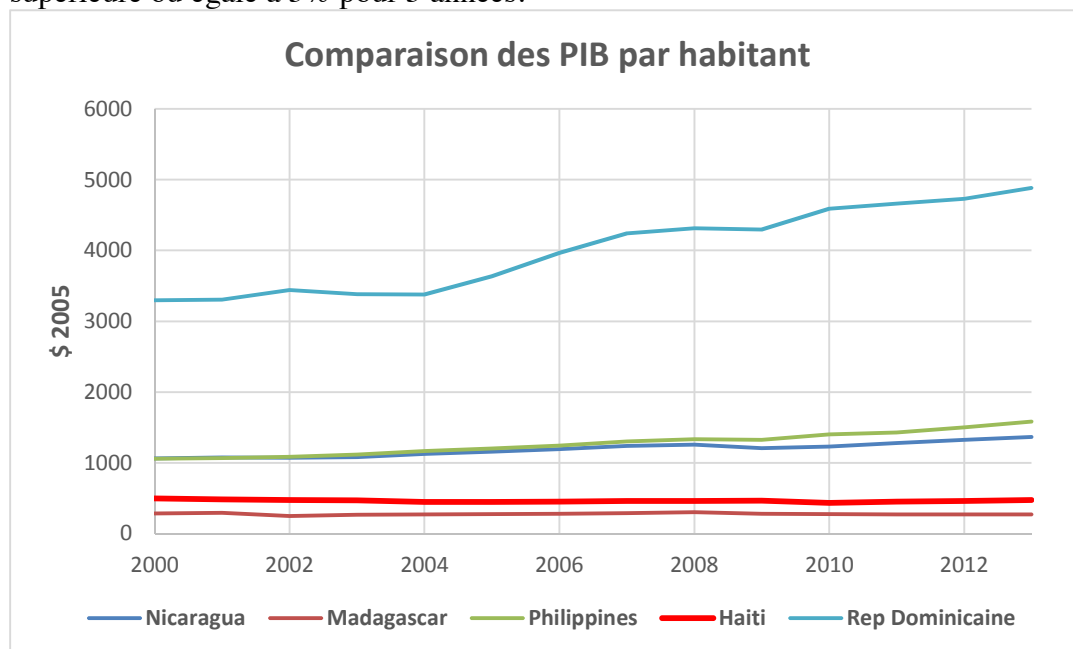
Comme le montrent les graphiques, la croissance du PIB est modeste, alors que celle du PIB per capita est négative. Plus précisément, sur la période, le taux de croissance du PIB ajusté est de 0.8% ; le taux de croissance démographique étant de 1.5% il en résulte une décroissance du PIB par tête de -0.6%. Depuis 2003, le PIB par tête était sur un trend croissant, interrompu par le séisme de 2010.





Pour 2011-2013, le PIB per capita serait de 1,2\$ (2005) par personne et par jour. L'expression de ce ratio en parité de pouvoir d'achat est de plus en plus pratiquée. FAOSTAT en fournit une série mais sans préciser l'origine et le mode de calcul. Le graphique comparant les PIB per capita pour les pays du panel est reproduit en annexe 5 : les tendances observées ainsi que les niveaux relatifs entre pays ne sont pas modifiés. Par contre les valeurs exprimées en « \$ PPA internationaux constants de 2011 » sont nettement plus élevées : la moyenne 2011-2013 serait de 4.4\$ au lieu des 1.2\$.

La croissance inter annuelle du PIB est très variable, inférieure à 1,5% pour 6 années, supérieure ou égale à 3% pour 5 années.



Les comparaisons internationales au sein de notre panel confirment la mauvaise performance de l'économie Haïtienne : Madagascar et Haïti stagnent dans la pauvreté, les Philippines et le Nicaragua améliorent leur niveau de vie moyen, la République Dominicaine creuse l'écart avec un PIB par tête 11 fois plus élevé. (7 fois « seulement » en parité de pouvoir d'achat).

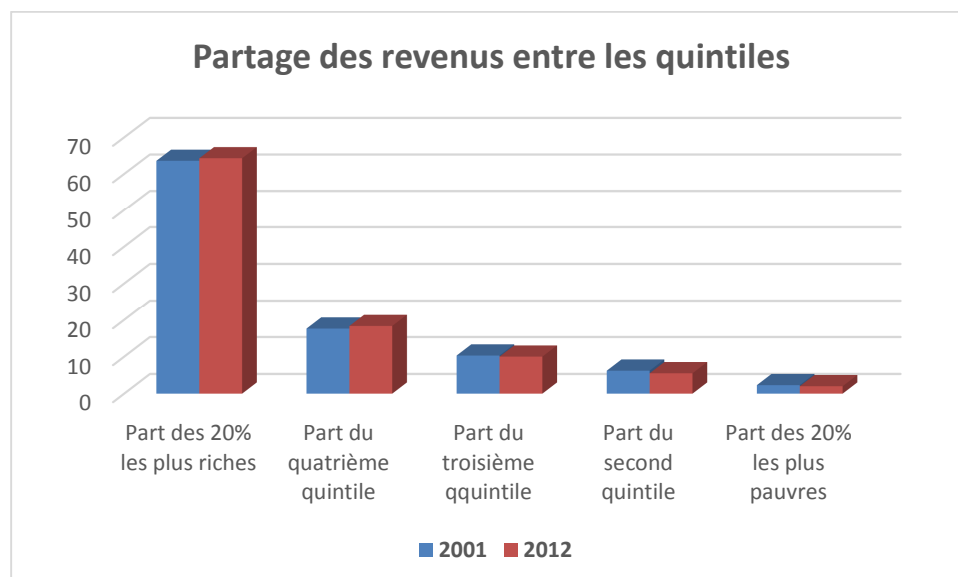
Compléments sur la pauvreté et les inégalités

Non seulement le PIB moyen est faible en Haïti mais en plus le pays se distingue par une inégalité dans la répartition des revenus parmi les plus fortes au monde et les inégalités seraient croissantes.

Un indice, dit indice de Gini (voir définition en annexe 4), rend compte de façon synthétique de cette inégalité : en 2012 il était de 60.8 pour Haïti contre 45.7 pour la République dominicaine (et 40.6 pour Madagascar en 2010). Seule l’Afrique du Sud fait pire avec plus de 63, mais pour un revenu moyen 10 fois plus élevé.

Toujours selon la même base « Poverty & Equity » de la Banque Mondiale⁶, le nombre de pauvres est passé de 4.8 millions en 2001 à 5.5 en 2012.

Pour illustrer les inégalités de revenus on peut répartir les ménages en 5 quintiles de même effectifs et comparer les moyennes de revenus. Le quintile le plus pauvre reçoit 2% des revenus alors que le quintile le plus riche en reçoit plus de 63%. Cette clé de répartition peut être appliquée au PIB per capita.



Entre 2001 et 2012 les deux quintiles les plus riches ont vu leur part progresser de 81.2 à 82.6% au détriment des deux quintiles les plus pauvres.

| PIB/Capita par quintile (\$ PPA 2011) | | | | | |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|
| 20% les plus riches | quatrième quintile | troisième quintile | second quintile | 20% les plus pauvres | Moyenne 2011-2013 |
| 14,2 | 4,0 | 2,2 | 1,2 | 0,4 | 4,4 |

Pour l’agriculture qui concerne plus de la moitié de la population active, contribuer à relever le niveau des revenus et à réduire leurs inégalités est un enjeu majeur.

⁶ Voir les liens en annexe 3.

L'agriculture dans la croissance économique

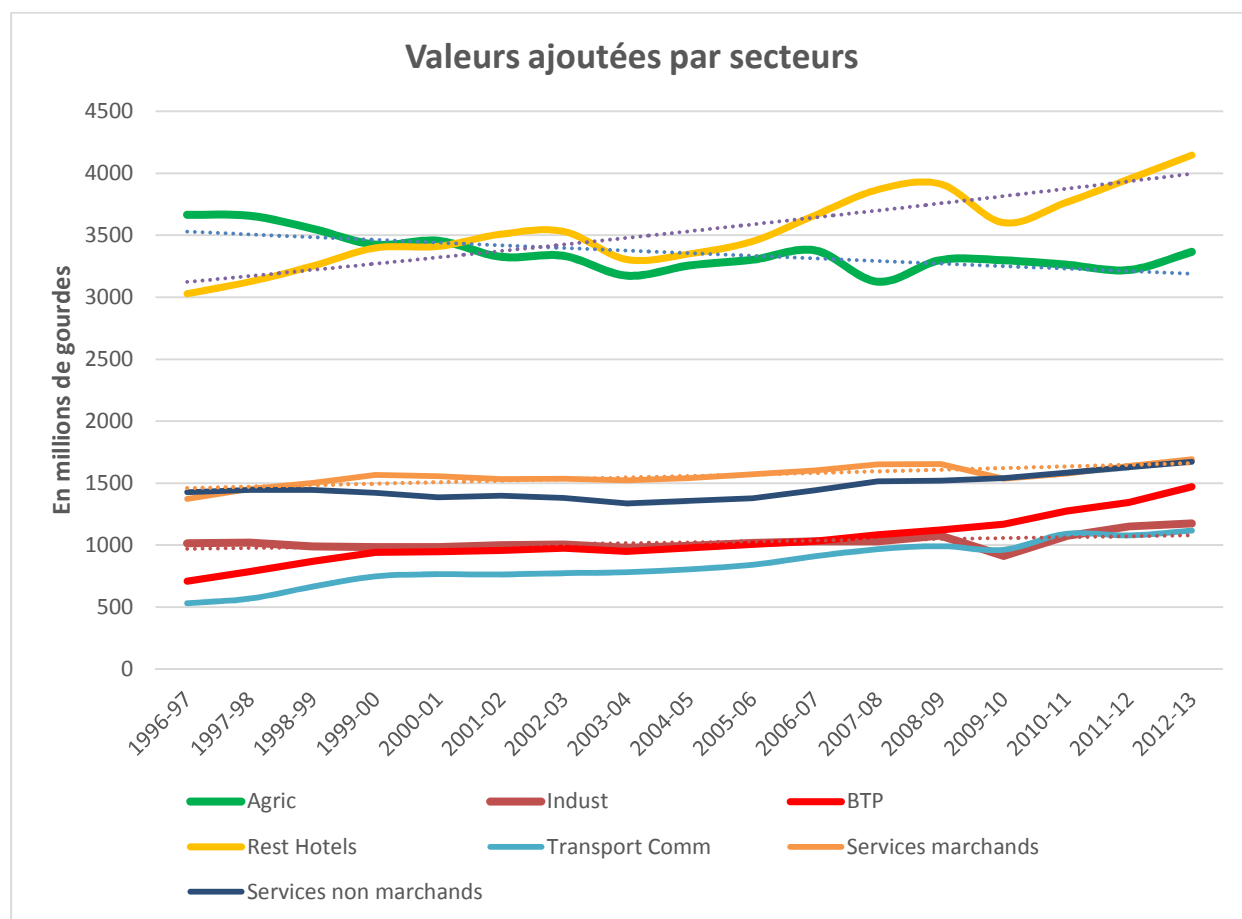
Après avoir caractérisé la croissance économique en Haïti mesurée par le PIB, nous allons examiner la contribution du secteur agricole à ce PIB en utilisant la décomposition en 10 branches disponible.

La part de l'agriculture dans le PIB haïtien

Comme cela apparaît sur le graphique, la valeur ajoutée par le secteur primaire (essentiellement l'agriculture) s'inscrit dans un trend légèrement décroissant. Sa part dans le PIB passe de 30 à 22%.

Nous n'avons pas trouvé de corrélation entre les fluctuations de la production agricole et celles du PIB. L'activité de production agricole consomme très peu d'intrants et est très peu mécanisée : elle n'a pas d'effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Seules les activités d'aval (commerce, transport, conditionnement, transformation) auront des effets d'entraînement. L'agriculture régresse et est dépassée par la branche « commerce, restaurants, hotels » ; cette branche assez hétéroclite, tire la (faible) croissance avec le BTP⁷.

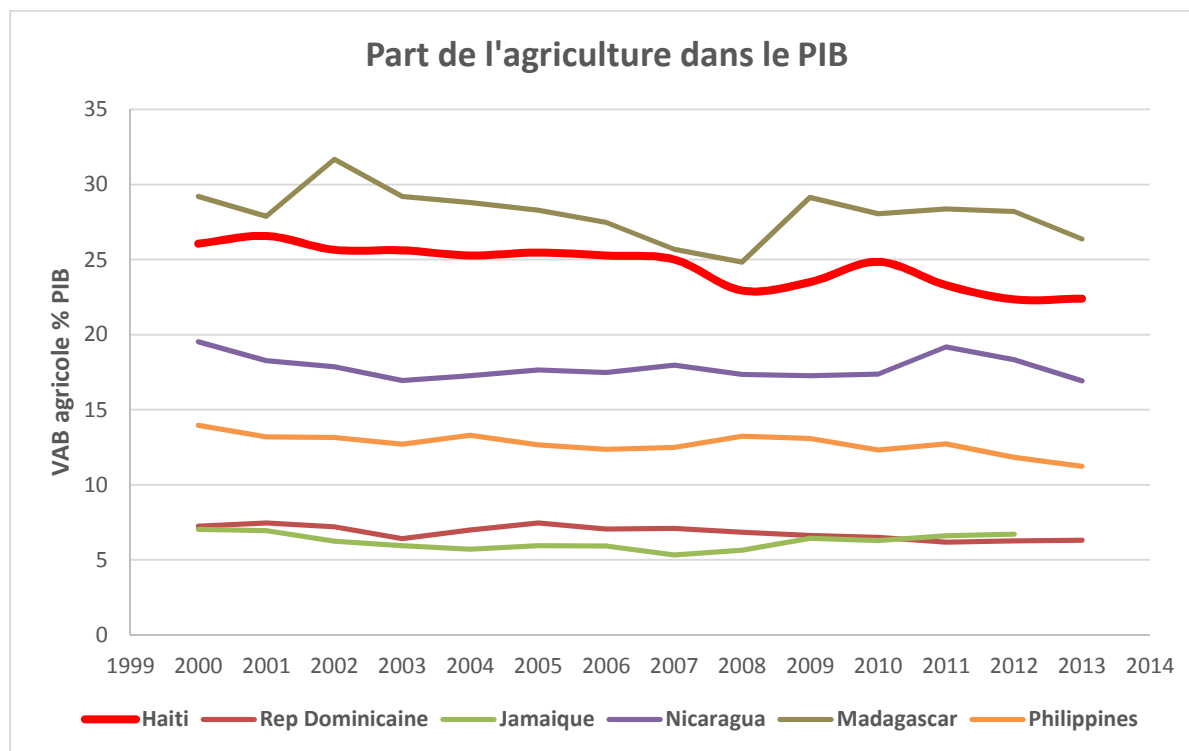
Le secteur industriel reste modeste et peu dynamique.



La part de l'agriculture dans les PIB du panel

⁷ Le BTP qui rassemble entreprises formelles et informelles a « bénéficié » des activités de reconstruction d'après séisme.

Les données internationales permettent de comparer les pays du panel pour ce qui est de la part de l'agriculture dans leurs PIB.



Comme cela apparaît sur le graphique, Madagascar est et reste plus agricole qu'Haïti alors que La Jamaïque et la République Dominicaine sont les moins agricoles.

Il y aurait une relation inverse entre le niveau de vie et la part de l'agriculture dans le PIB, l'agriculture restant moins productive que les autres activités de production de biens et services.

Les productivités agricoles

Nous venons de voir que la valeur ajoutée par l'agriculture était plutôt stagnante en Haïti ce qui, compte tenu de son poids dans l'économie, contribue à la faible croissance d'ensemble. Pour affiner ce constat, nous allons examiner les composantes de cette productivité pour Haïti, toujours en comparaison avec notre panel de pays.

Méthode et données

La production agricole agrégée est mesurée par la Valeur Ajoutée par l'agriculture (en dollars constants base 2005).

Les productivités partielles de la terre et du travail sont reliées par :

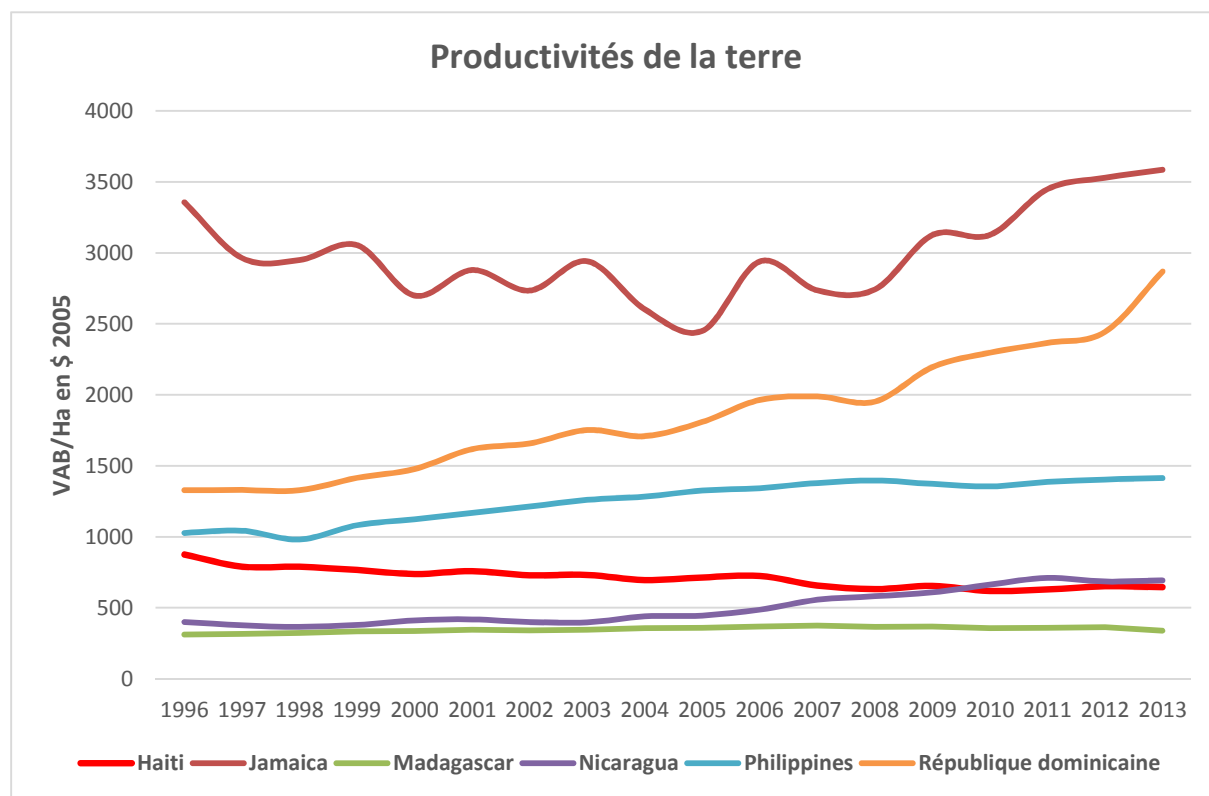
$$VAB/Actif = VAB/Hectare \times Hectare/Actif$$

Des graphiques permettent de suivre les évolutions dans le temps et de faire des comparaisons internationales.

La base de données FAOSTAT dans son ancienne version procure les données nécessaires⁸. En cohérence avec le paragraphe précédent on a retenu la période 1996-2013.

La productivité de la terre

Des calculs faits il ressort qu'en Haïti la productivité de la terre est en baisse et se situe à un niveau intermédiaire par comparaison aux autres pays. Sur la relativement courte période observée les écarts se creusent et la République Dominicaine se distingue par ses performances.



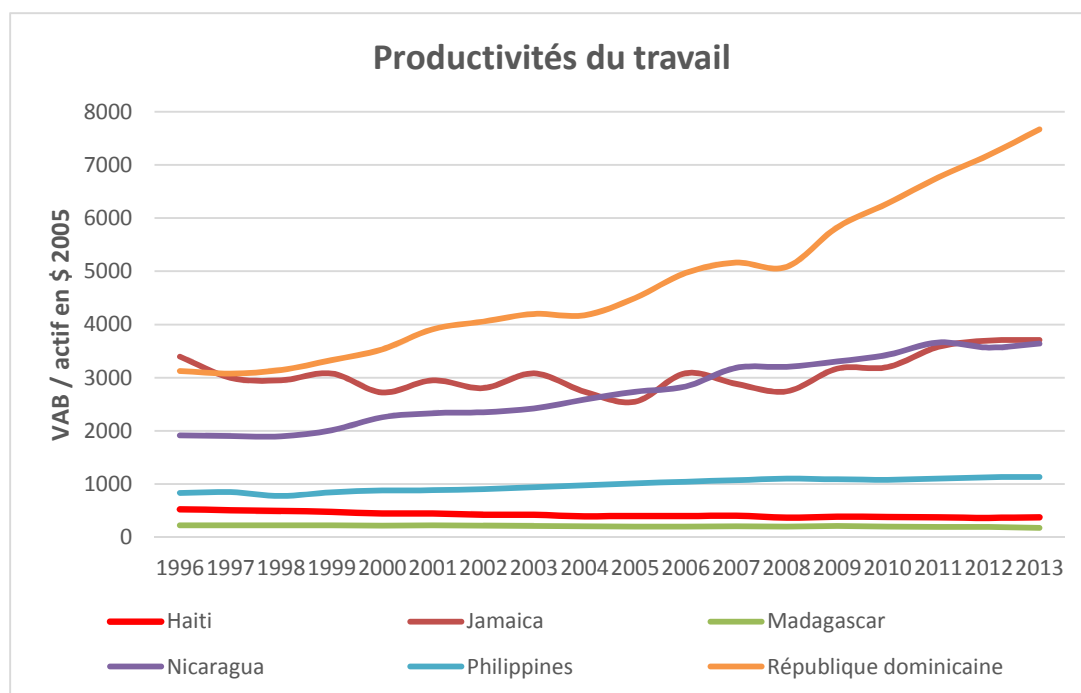
Il s'agit d'un indicateur très global, la valeur ajoutée par l'agriculture/superficie consacrée à l'agriculture correspondant à un rendement net, la valeur ajoutée étant la valeur de la production déduction faite du coût des intrants employés; le diagnostic serait à affiner par grands systèmes de culture.

La productivité du travail

L'indicateur de productivité du travail correspond au ratio valeur ajoutée par l'agriculture/population active agricole. C'est avec ce revenu net que chaque actif doit faire face à ses besoins et à ceux des personnes qui sont à sa charge (après paiement des impôts et frais financiers liés à son activité agricole).

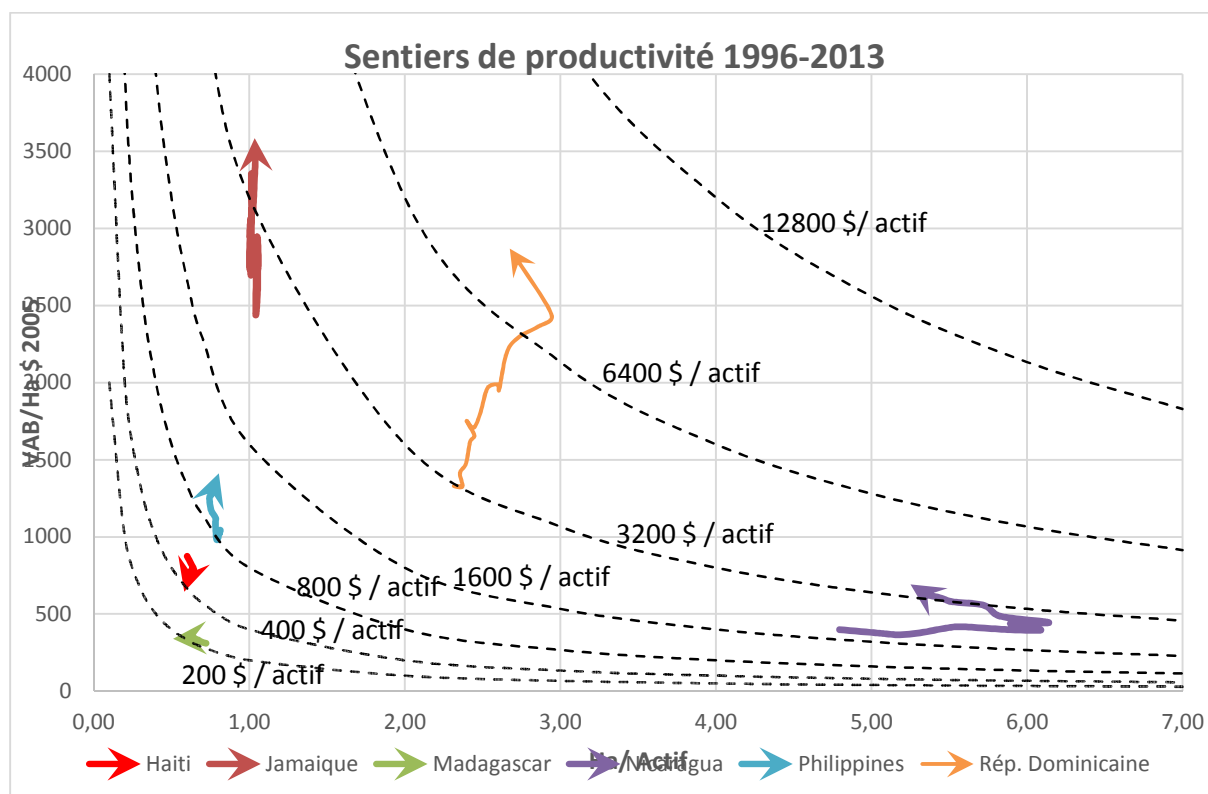
En Haïti, la productivité du travail agricole y est des plus faibles et est orientée à la baisse ce qui correspond à une dégradation des conditions d'existence des producteurs et de leurs familles.

⁸ La VAB sectorielle et les actifs correspondent au secteur primaire largement dominé par l'agriculture au sens large. Les surfaces prises en compte sont les terres arables et plantations définies en annexe 4.



Les sentiers de productivités

Il est possible de synthétiser les observations faites dans un seul graphique à 4 dimensions : En abscisse, les superficies cultivées par actif, en ordonnée les rendements (VAB/hectare). La relation $VAB/actif = VAB/Ha \times Ha/actif$ permet de tracer des courbes d'iso-productivité du travail. La quatrième dimension étant le temps, avec un point par année par pays.



Le panel de pays correspond à des sentiers de productivités contrastés. Sur le graphique on observe que l'agriculture est plus performante dans les pays riches (peu agricoles) que dans les pays pauvres (agricoles), que l'agriculture Haïtienne est deux fois plus performante que la Malgache tout en étant orientée à la baisse. L'agriculture dominicaine est la plus efficace combinant amélioration du rendement et augmentation de la superficie par actif. Les productivités du travail sont du même ordre de grandeur à la Jamaïque et au Nicaragua, mais avec des composantes très différentes.

Deux graphiques recadrés sur les pays peu performants sont reproduits en annexe 5 et permettent de bien voir que seul Haïti est clairement sur un sentier récessif.

Discussion

Les plus hautes productivités du travail sont obtenues avec des superficies par actif plus élevées, ce qui est permis par la mécanisation. Pour que cette mécanisation soit possible il faut des terres disponibles soit par extension, soit par exode agricole. Lorsque la disponibilité en terres est limitée et que la population active agricole n'a pas d'alternative d'emploi hors de l'agriculture, cette extension par la mécanisation est exclue. C'est le cas en Haïti.

Il ne reste que l'amélioration du rendement, de la valeur ajoutée par hectare. Celle-ci peut être améliorée en augmentant le rendement des cultures existantes ou en leur substituant des productions à plus haute valeur ajoutée. On doit également songer aux activités agricoles nécessitant peu ou pas de sol comme certains élevages et, à la limite, la pêche.

Mobiliser et préserver les terres agricoles est un enjeu majeur pour l'agriculture Haïtienne. Améliorer la productivité du travail en améliorant la productivité de la terre est un enjeu agronomique majeur.

C'est à cette condition que les revenus des producteurs pourront progresser et que le coût des produits pourra baisser pour les consommateurs.

L'agriculture dans les échanges extérieurs

L'équilibre de la balance commerciale, c'est-à-dire des échanges de biens et services avec le reste du monde, est un défi pour tous les pays.

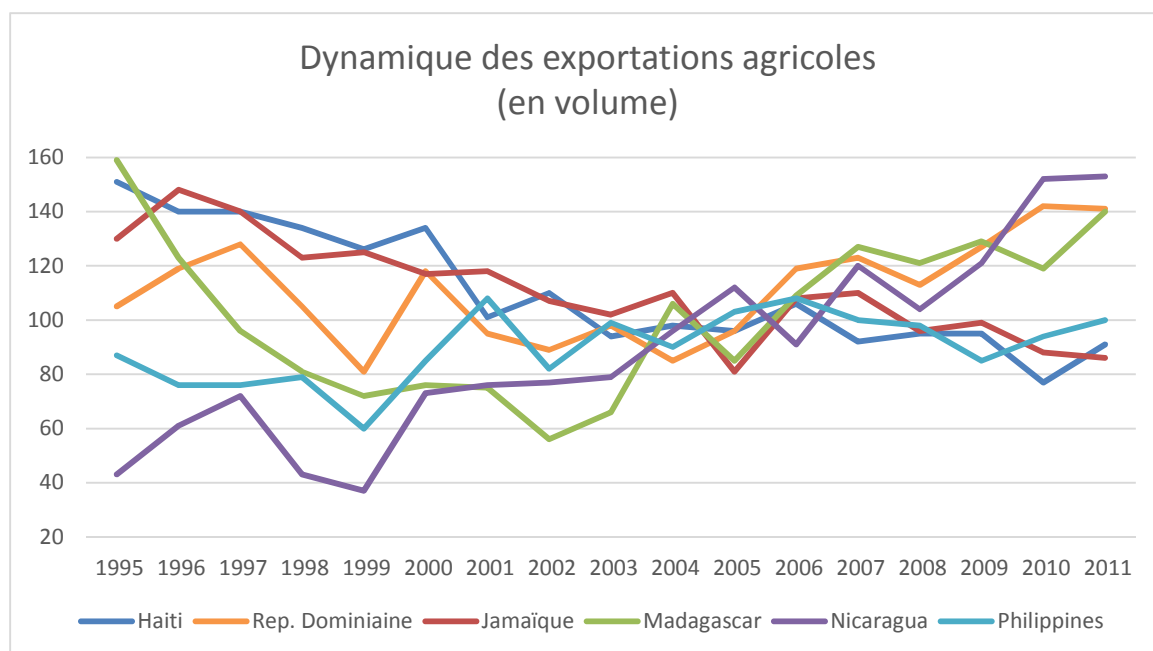
La contribution de l'agriculture à cet équilibre peut être abordée en comparant les exportations de produits agricoles avec les importations de produits alimentaires.

Les données.

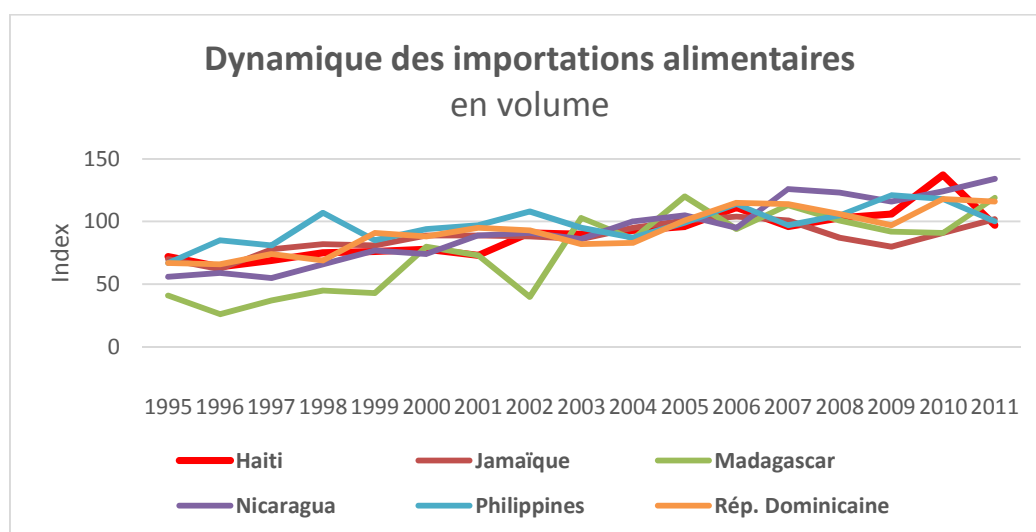
Les données agrégées d'exportations et importations viennent de la base WDI. Les exportations de produits agricoles et les importations de produits alimentaires viennent de la base FAO STAT. Les données détaillées d'exportations et d'importations viennent de l'« observatory of economic complexity » du MIT.

Les grandes dynamiques

La comparaison des index en volume des exportations et des importations permet de poser le problème.

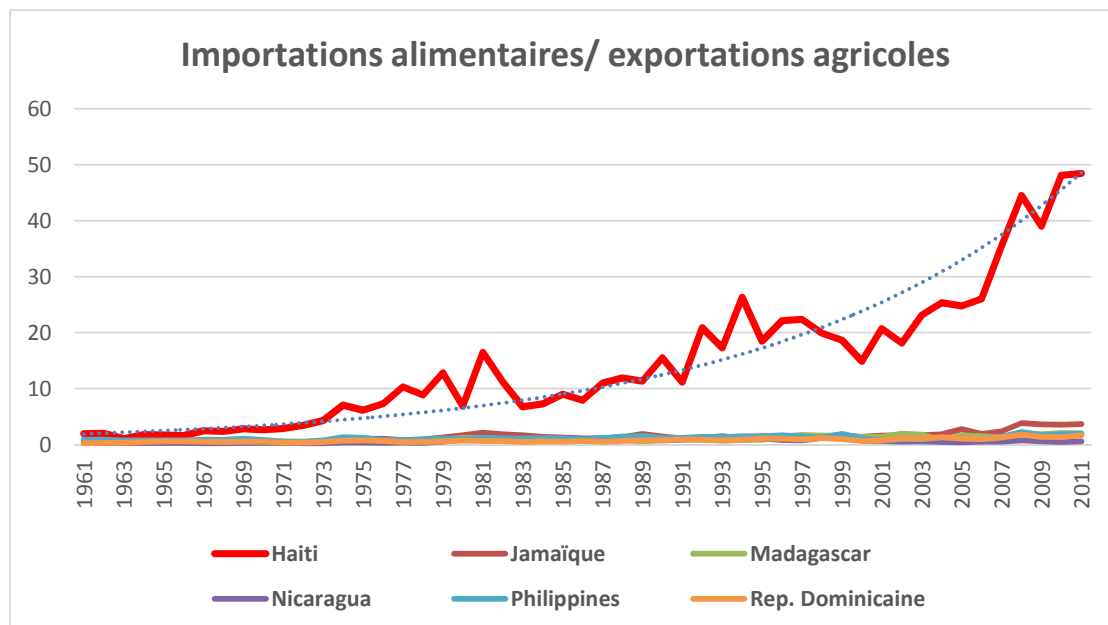


Le graphique des exportations montre que Haïti exporte de moins en moins de produits agricoles tout comme la Jamaïque mais à l'inverse de la République Dominicaine ou de Madagascar.



Pour ce qui est de la dynamique des importations alimentaires, Haïti suit la même tendance que l'ensemble des pays du panel.

La résultante de ces deux dynamiques peut être illustrée par l'évolution du ratio importations alimentaires/exportations agricoles (en valeur)



Le graphique est littéralement « écrasé » car Haïti se distingue par un écart rapidement croissant entre les importations alimentaires et les exportations agricoles. Les importations qui étaient du même ordre de grandeur au début des années 60 représentent presque 50 fois les exportations (en valeur) en 2011.

Import-substitution ou export-promotion ?

Pour réduire ce déséquilibre exponentiel dans les échanges agricoles on peut soit promouvoir les exportations de produits agricoles, soit réduire les importations de produits alimentaires.

L'examen du détail des exportations comme des importations permet de mieux préciser ces alternatives.

Le « top 20 » des exportations (en 2012)

| Nom | Valeur (USD) | Percent |
|-------------------------------------|---------------|---------|
| T-shirts en tricot | \$360,517,415 | 38.80% |
| Pull en maille | \$222,468,713 | 23.95% |
| Costumes non-Knit Hommes | \$121,997,600 | 13.13% |
| Ferraille | \$34,988,903 | 3.77% |
| T-shirts non-Knit Hommes | \$21,177,443 | 2.28% |
| Les sous-vêtements de tricot femmes | \$20,059,499 | 2.16% |
| Costumes Knit Femmes | \$18,562,706 | 2.00% |
| Costumes non-Knit Femmes | \$16,725,881 | 1.80% |
| Huiles Essentielles | \$15,919,136 | 1.71% |
| les débris de cuivre | \$12,582,303 | 1.35% |
| Fruits tropicaux | \$11,440,711 | 1.23% |
| Non-Knit Active Wear | \$10,153,452 | 1.09% |
| Les fèves de cacao | \$8,667,633 | 0.93% |
| Crustacés | \$4,510,733 | 0.49% |
| Café | \$3,551,018 | 0.38% |
| T-shirts non-Knit Femmes | \$3,324,995 | 0.36% |
| Débris d'aluminium | \$3,038,466 | 0.33% |
| Costumes Hommes Knit | \$2,974,874 | 0.32% |
| Non-Knit manteaux homme | \$2,960,050 | 0.32% |
| Brun chèvre Peaux | \$2,279,194 | 0.25% |

Le simple examen du tableau des 20 premiers produits exportés montre que les produits agricoles les plus connus pèsent relativement peu dans les recettes d'exportation. Leur promotion peut trouver un intérêt socio-économique du point de vue du nombre, de la taille et de la localisation des exploitations (et entreprises) concernées. Le chapitre consacré aux filières reviendra sur ces aspects.

Le « top 20 » des importations (en 2012)

| Nom | Valeur (USD) | Percent |
|---------------------------------|---------------|---------|
| Riz | \$219,098,782 | 8.20% |
| Lourd pur coton tissé | \$147,670,409 | 5.53% |
| T-shirts en tricot | \$147,125,839 | 5.51% |
| Sucre Brut | \$83,010,050 | 3.11% |
| Viande de volaille | \$74,887,752 | 2.80% |
| L'huile de palme | \$62,388,177 | 2.33% |
| Pure Lumière Tissé Coton | \$61,853,928 | 2.31% |
| Lait Concentré | \$59,125,715 | 2.21% |
| Ciment | \$58,332,968 | 2.18% |
| Voitures | \$48,964,510 | 1.83% |
| Farines de blé | \$48,820,107 | 1.83% |
| Couvercles de plastique | \$48,528,694 | 1.82% |
| Produits de boulangerie | \$35,415,806 | 1.33% |
| Equipement de radiodiffusion | \$31,610,469 | 1.18% |
| Sauces et assaisonnements | \$28,725,933 | 1.07% |
| Céréales Farine et pellets | \$27,713,209 | 1.04% |
| Groupes électrogènes | \$27,290,881 | 1.02% |
| Pneus en caoutchouc | \$26,837,192 | 1.00% |
| Autres préparations comestibles | \$25,933,743 | 0.97% |
| Camions de livraison | \$23,807,118 | 0.89% |

L'examen du tableau des 20 premiers produits importés montre le poids beaucoup plus significatif des produits alimentaires. Les produits alimentaires de base sont parmi les premiers postes des importations. Leur substitution par des productions locales semble la première priorité mais doit être examinée produit par produit en tenant compte des potentialités locales de production et de la dynamique de la consommation qui seront abordés dans le chapitre consacré aux filières.

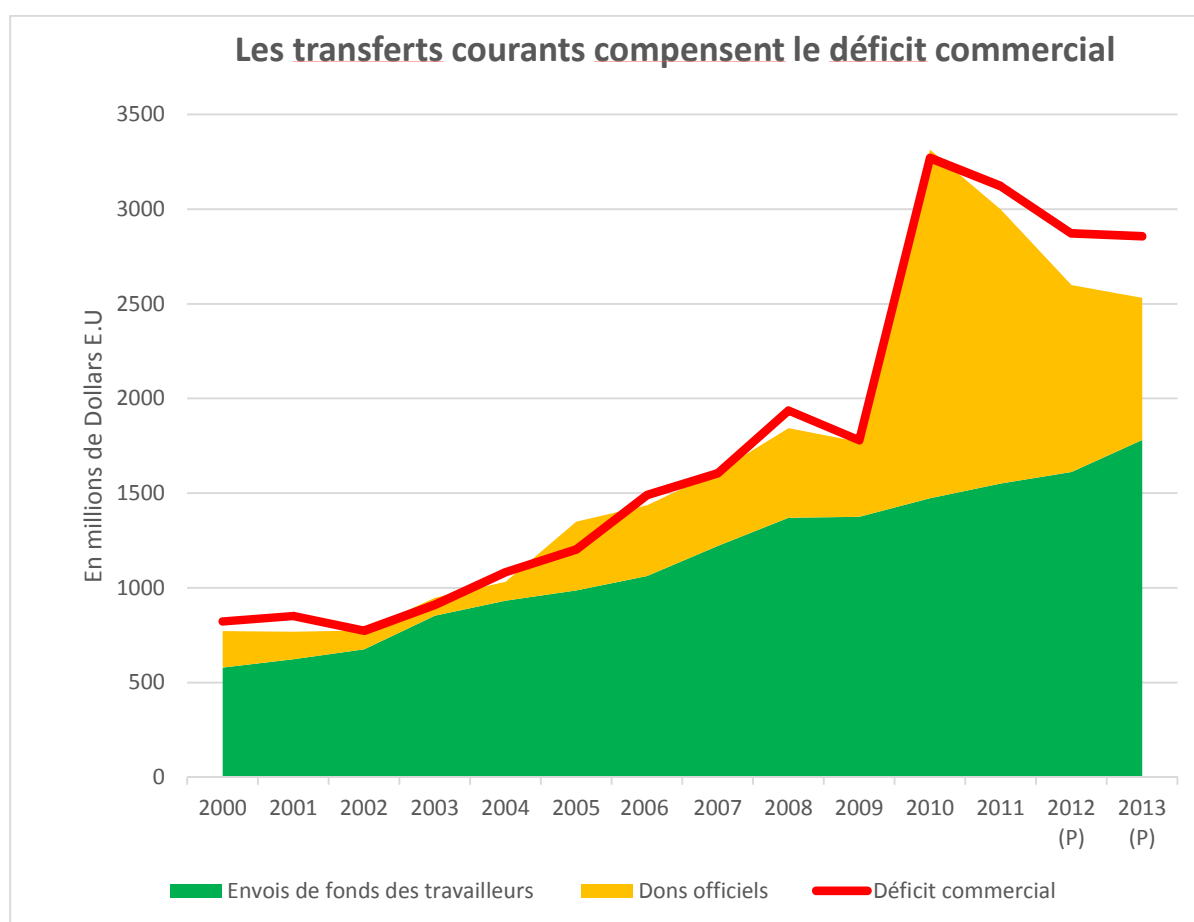
Réduire le déficit extérieur est un enjeu majeur pour l'économie Haïtienne auquel peut contribuer l'agriculture.

Besoins et capacités de financement

La réduction du sous-développement est souvent posée en termes de besoins de financement. Pour ce qui est de cette problématique, nous allons l'évoquer en croisant besoins et capacités que ce soit en externe ou en interne ou de nature privée ou publique. Ces points sont repris dans d'autres chapitres du document.

Les financements externes

Pour ce qui est des financements d'origine externe nous avons vu que le déficit de la balance commerciale se creusait d'année en année. Ce sont les transferts privés comme publics enregistrés dans la balance des paiements qui comblent l'essentiel de ce déficit.



Bien qu'ils y contribuent de moins en moins, les transferts privés restent essentiels pour combler le déficit de la balance commerciale. Ils sont relayés par les dons publics qui ont décollé après le séisme de 2010. Depuis il semble que transferts publics et privés reviennent vers la tendance de moyenne période.

Pour mieux en appréhender l'impact sur la réduction ou le creusement des inégalités et sur les capacités d'investissement, le rôle des transferts privés serait à analyser au niveau de l'économie des ménages et des entreprises. Pour ce qui est des ménages les commentaires des enquêtes disponibles mentionnent que les transferts sont d'autant plus élevés que les ménages

sont riches : non seulement les transferts privés ne compensent pas les inégalités de revenus mais ils les accroissent.

Le rôle des banques

Les transferts privés, du moins ceux qui sont formellement enregistrés, transitent par le secteur bancaire et contribuent à sa liquidité.

Le ratio dépôts reçus/ PIB renseigne sur l'importance relative des dépôts dans les banques. Des comparaisons internationales sont nécessaires pour en apprécier la signification. Ces ratios sont calculés à partir de la base Global Financial Development pour une moyenne des années 2002-2011.

| Bank deposits to GDP (%) | |
|---|----|
| Haïti | 33 |
| Latin America & Caribbean (developing only) | 35 |
| Dominican Republic | 92 |
| Euro area | 18 |

Le niveau relatif des dépôts bancaires en Haïti est du même ordre de grandeur que dans l'ensemble des pays en développement de la région.

De façon complémentaire, calculé de la même façon, le ratio crédits distribués / dépôts reçus renseigne sur le niveau de liquidité des banques et sur leur implication dans le financement de l'économie, le rôle des banques étant de transformer des dépôts à plus ou moins court terme en des crédits à moyen-long terme.

| Bank credit to bank deposits (%) | |
|---|-----|
| Haïti | 40 |
| Latin America & Caribbean (developing only) | 82 |
| Dominican Republic | 131 |
| Euro area | 116 |

En Haïti, le ratio crédits sur dépôts est particulièrement faible, qu'on le compare aux autres pays en développement de la région, ou à la République Dominicaine voisine. Le problème ne serait pas le manque de capital, mais d'investisseurs et d'opportunités d'investissements avec un niveau de risque acceptable.

Mobiliser des capitaux publics comme privés est un enjeu majeur pour le développement d'Haïti et de son agriculture.

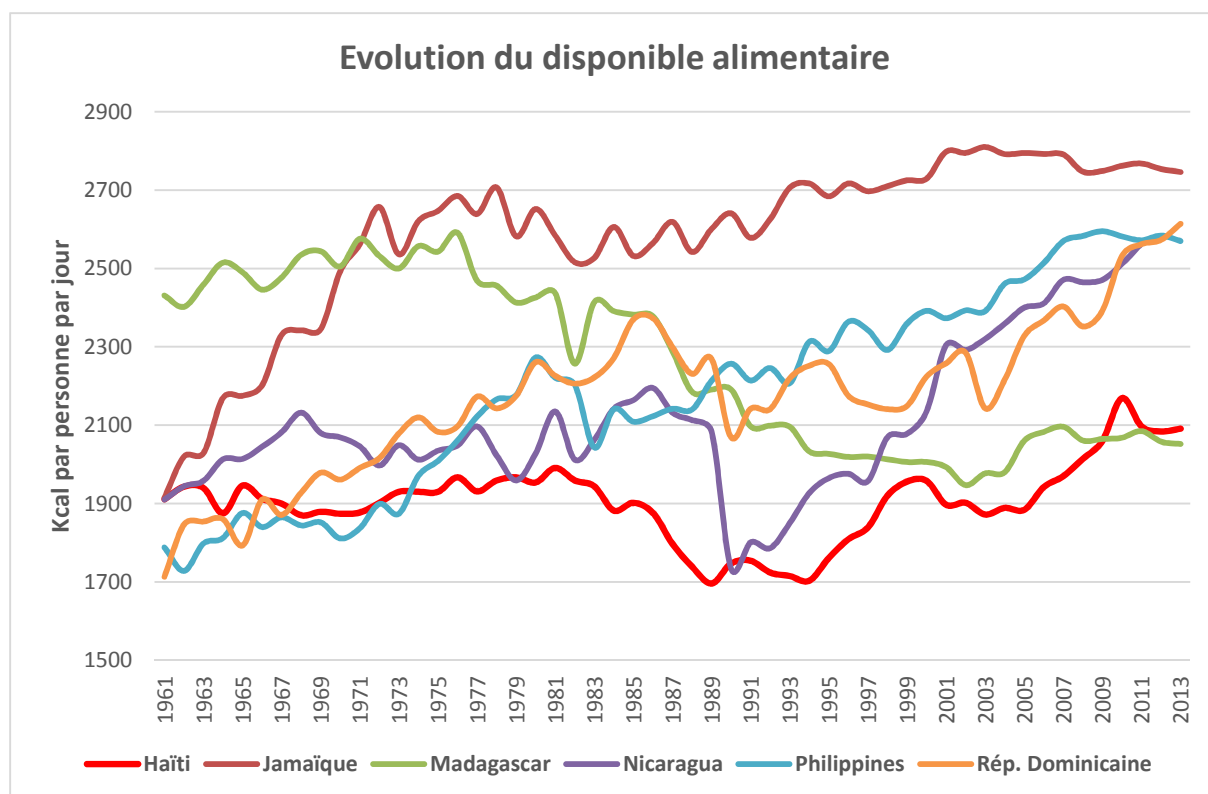
La dynamique alimentaire

La fonction première de l'agriculture est de nourrir la population. L'examen de la balance commerciale nous a montré que c'était de moins en moins le cas en Haïti et que le recours aux importations alimentaires augmentait chaque année. Qu'en résulte-t-il au niveau nutritionnel ?

C'est ce que nous allons examiner ici, toujours en restant au niveau agrégé et en comparant Haïti aux autres pays de notre panel pour relativiser les observations.

Le disponible alimentaire progresse peu

Les données produites par la FAO permettent de décrire l'évolution de la situation alimentaire globale depuis les années 60. L'indicateur synthétique utilisé est le disponible énergétique alimentaire moyen par tête et par jour exprimé en Kilocalories.



En Haïti, après s'être effondré dans les années 80, le disponible alimentaire tend à s'améliorer mais reste le plus bas des pays du panel où il vient de rejoindre Madagascar.

Le niveau stabilisé atteint par la Jamaïque pourrait être considéré comme la référence à atteindre.

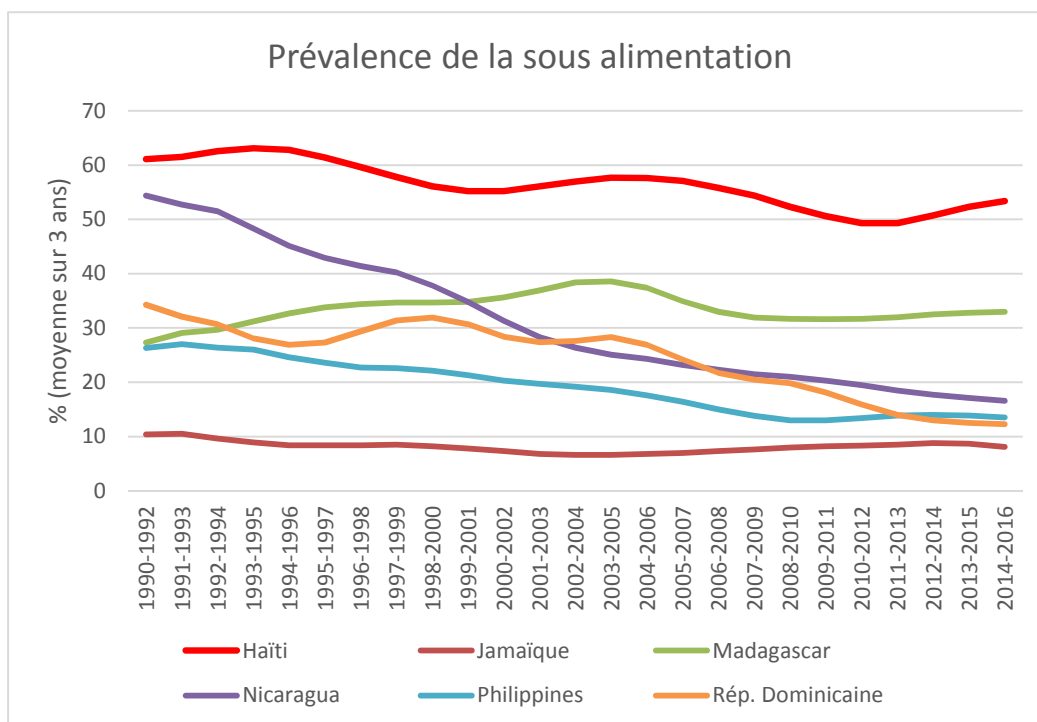
L'amélioration de la ration, compte tenu de la stagnation de la production locale est permise par l'accroissement des importations, lequel est permis par la progression des transferts (publics comme privés). Un tel modèle de développement est peu vertueux et précaire.

Produire plus d'aliments de meilleure qualité est un enjeu majeur pour l'agriculture Haïtienne.

La sous-alimentation reste majoritaire

Nous avons évoqué plus haut les grandes inégalités de revenus en Haïti, il est probable qu'elles se répercutent sur la situation alimentaire des individus.

La base FAOSTAT nous renseigne sur la prévalence de la sous-alimentation depuis 1990⁹. Ce taux est particulièrement élevé en Haïti et se maintient au-dessus de 50% contre moins de 15% en République Dominicaine et moins de 10% à la Jamaïque.¹⁰



Conclusion : bilan et perspectives

Quels enjeux de développement pour l'agriculture Haïtienne ?

Nous reprenons ici les enjeux identifiés au fil du texte :

- Nourrir une population urbaine croissante ;
- Offrir des emplois aux chômeurs et aux nouveaux venus ;
- Contribuer à relever le niveau des revenus et à réduire leurs inégalités ;
- Mobiliser et préserver les terres agricoles ;
- Améliorer la productivité du travail en améliorant la productivité de la terre ;
- Réduire le déficit extérieur ;
- Mobiliser des capitaux publics comme privés ;
- Produire plus d'aliments de meilleure qualité.

⁹ Voir définition et calcul en annexe 4.

¹⁰ Cela veut dire que si on choisit un Haïtien au hasard il y a plus de 50% de chances que sa ration calorique soit insuffisante.

Quelles premières options quant aux politiques et actions publiques ?

On revient sur la question initiale¹¹ en rappelant les principaux résultats et en les discutant de façon plus ou moins hypothétique et en se demandant pourquoi et comment :

La Croissance démographique se poursuit mais essentiellement dans les villes secondaires :

La demande alimentaire va y croître et évoluer en particulier vers plus de produits élaborés et de produits d'origine animale.

La demande en énergie va se développer et risque de compromettre la durabilité de la filière charbon de bois.

L'artisanat agro-alimentaire, de première voire deuxième transformation, devrait pouvoir s'y développer et concurrencer les produits importés.

Le MARNDR peut accompagner cette dynamique en promouvant avec les collectivités territoriales dans le cadre de leurs plans d'aménagement urbain, des agri-zones autour de places de marchés aménagées, ouvertes à tous les acteurs du secteur : fournisseurs, transformateurs, financeurs, organisations professionnelles

Il pourrait y proposer ses services publics : formation professionnelle, informations économiques, techniques, climatiques. Services relayés par les télécommunications modernes utilisées par tous.

Le système bancaire doit inventer des produits adaptés à la collecte de l'épargne et à la distribution de crédit pour l'équipement des unités de production et de transformation.

Le revenu moyen par tête se dégrade alors que l'agriculture est encore le secteur le plus important

Il est nécessaire de faire progresser l'agriculture pour réduire la pauvreté rurale. Les revenus des producteurs devraient s'améliorer. Pour les consommateurs pauvres il importe d'améliorer la disponibilité d'aliments peu chers.

Mais cela ne suffira pas pour faire décoller l'économie Haïtienne.

Les filières traditionnelles d'exportation ont un faible poids dans les recettes d'exportation.

Leur promotion et soutien public suppose qu'elles aient une importance socio-économique localement élevée,

Sinon, c'est leur rentabilité propre qui devrait motiver les opérateurs privés accompagnés par le système bancaire.

Le poids relatif croissant des importations alimentaires est difficilement soutenable

L'import substitution ouvre des perspectives pour les productions végétales substituables au riz dans la base de l'alimentation, et plus difficilement aux produits dérivés du blé.

Une possible autosuffisance en produits animaux offre des perspectives quant à leur développement au sein des structures de production existantes ou au sein de structures plus spécialisées.

La productivité agricole est globalement faible et se dégrade

Vu la faiblesse du niveau de départ, les marges de progrès devraient être élevées en particulier grâce à l'intensification écologique à mettre au point pour les différents systèmes de culture : l'agro foresterie, les associations de cultures pluviales, l'intégration agriculture élevage.

Vu la rareté de la terre dans la plupart des régions, les productions hors sol seraient à promouvoir et en particulier la pêche et l'aquaculture.

Les ménages agricoles peuvent chercher à compléter leurs revenus par des activités hors de la ferme ce qui peut être préjudiciable à leurs performances agricoles devenues moins motivantes.

¹¹ «Face aux enjeux de développement identifiables au niveau national quelles premières options s'offrent aux choix de politiques et d'actions publiques ? »

Les transferts financiers sont autant publics que privés mais de plus en plus publics

Les financements publics devraient cibler les actions susceptibles de promouvoir les investissements privés.

Les banques, sur liquides, devraient être incitées à plus de crédit en développant des produits financiers adaptés au contexte et en bénéficiant éventuellement de garanties publiques.

La demande alimentaire qui couvre imparfaitement les besoins de base, va croître avec la population et se diversifier avec son changement de mode de vie

Comme il n'y a pratiquement plus de place pour de nouveaux producteurs déjà en surnombre, l'augmentation de la population augmente le nombre de personnes à charge par producteur. Il est indispensable d'augmenter leur productivité de façon durable.

Une approche en terme d'espace de circulation doit permettre de ne pas limiter, voir réduire, la définition des actions d'appuis aux systèmes alimentaires aux seules approches par filière, mais d'orienter la réflexion sur ces appuis vers une approche plus fonctionnelle concernant plusieurs filières (appui au financement pour l'investissement dans la transformation alimentaire, mise en place de fonds de refinancement pour les intermédiaires....)

Comment hiérarchiser toutes ces options ?

Pour aider à l'élaboration des politiques publiques on peut dans un premier temps élaborer des scénarios mettant l'accent sur une priorité ce qui permet de sélectionner et hiérarchiser les options pertinentes.

L'annexe 6 illustre la démarche en proposant deux scénarios :

Un premier scénario donne la « priorité à l'emploi ».

Un scénario alternatif propose « tout pour et par les migrants »

ANNEXES

Annexe 1 : Bibliographie sélective

Deux manuels de base

Mellor, J.W. 1966. *The Economics of Agricultural Development*. Cornell University Press

Badouin, R. 1971. *Economie rurale*. Armand Colin

Deux publications internationales récentes

World Bank, 2008. *World development report 2008 : Agriculture for Development*. Washington DC.
http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf

FAO, 2012. *La situation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture 2012 : Investir dans l'Agriculture pour un avenir meilleur*. Rome.
<http://www.fao.org/docrep/017/i3028f/i3028f.pdf>

Deux documents sur l'économie des ménages haïtiens

CNSA Mars 2015 Profils des moyens d'existence en milieu rural

<http://www.cnsa509.org/category/publications/enquete-etudes/>

IHSI Enquête sur les conditions de vie des ménages Vol II .414p.

http://www.ihsi.ht/pdf/ecvh/pnud_livre_enquete_volume_II.pdf

Annexe 2 : Liste des personnalités entrevues

Monsieur Fresner DORCIN, Ministre de l'Agriculture

Monsieur Jean Baden DUBOIS, Directeur Général de la Banque de la République d'Haïti

Monsieur Christian Robert HILAIRE, Directeur Financier

Monsieur Fritz DUROZEAU, Membre du Conseil d'Administration

Monsieur Mac Franck LAROSE, Directeur du Commerce Extérieur au Ministère du Commerce et de l'Industrie

Monsieur Daniel MILBIN, Directeur des Enquêtes Nationales, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

Annexe 3 : Liens vers les bases de données utilisées

Institut Haitien de statistique et d'informatique IHSI

Données sur la démographie, les comptes nationaux, les enquêtes de ménage etc.

<http://www.ihsi.ht/index.htm>

Projections démographiques

http://www.ihsi.ht/pdf/projection/ProjectionsPopulation_Haiti_2007.pdf

Banque de la République d'Haiti BRH

Données macro-économiques

<http://www.brh.net/index.html>

FAO

FAOSTAT ancienne version

<http://faostat.fao.org/site/291/default.aspx>

FAOSTAT nouvelle version

<http://faostat3.fao.org/home/F>

Banque Mondiale

World Development Indicators

<http://data.worldbank.org/products/wdi>

Global Financial Development

<http://data.worldbank.org/data-catalog/global-financial-development>

Poverty & Equity

<http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/HTI>

PNUD

Division population des Nations Unies

World Population Prospect

http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_population.htm

MIT

Observatory of economic complexity

<https://atlas.media.mit.edu/fr/profile/country/hti/>

Annexe 4 : Définitions

Démographie

Population active :

Ce terme désigne l'ensemble des personnes occupées ou non (y compris celles qui recherchent du travail pour la première fois). Il recouvre les employeurs, les travailleurs indépendants, les employés salariés, les ouvriers salariés, les travailleurs non rétribués qui aident une famille ou travaillent dans une ferme ou un commerce, les membres des coopératives de producteurs, et les membres des forces armées. La population active est également appelée main-d'œuvre.

La population active dans le secteur agricole (main-d'œuvre agricole)

La population active dans le secteur agricole (main- d'œuvre agricole) est la partie de la population active qui possède un travail ou en recherche un dans l'agriculture, la chasse, la pêche ou la foresterie.

Macro-économie

Valeur ajoutée

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire

PIB

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Parité de pouvoir d'achat PPA

La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune (ici le dollar américain de 2011) les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services.

Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

Coefficient de Gini

L'indice de Gini indique dans quelle mesure la répartition des revenus (ou, dans certains cas, les dépenses de consommation) entre les individus ou les ménages au sein d'une économie s'écarte de l'égalité parfaite. Une courbe de Lorenz indique les pourcentages cumulatifs du total des revenus reçus par rapport au nombre cumulatif des bénéficiaires, en commençant par les individus ou les ménages les plus pauvres. L'indice Gini indique l'aire entre la courbe Lorenz et une ligne hypothétique d'égalité absolue en tant que pourcentage de l'aire maximale située sous cette ligne. Le coefficient de Gini est compris entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité absolue).

Agriculture

L'agriculture englobe, outre la culture et l'élevage, la foresterie, la chasse et la pêche.

Terres arables

Terres affectées à des cultures temporaires (les zones de polyculture ne sont comptées qu'une fois), prairies temporaires à faucher ou à pâturer, cultures maraîchères et jardins potagers, et jachères temporaires (moins de cinq ans). Les terres abandonnées du fait de la culture itinérante n'entrent pas dans cette catégorie. Les données correspondant à "Terres arables" ne sont pas censées inclure les surfaces potentiellement cultivables.

Cultures permanentes

Terres plantées en cultures pérennes qui ne demandent pas de nouvel ensemencement pendant plusieurs années (comme le cacao et le café), terres portant des arbres et des arbustes à fleurs tels que rosiers et jasmins, et pépinières (à l'exception des pépinières d'arbres forestiers qui doivent être classées sous "forêts"). Les prairies et pâturages permanents n'entrent pas dans cette catégorie.

Valeur ajoutée par l'agriculture

La valeur ajoutée équivaut à la production nette d'un secteur après addition de tous les extrants et soustraction des intrants intermédiaires. Son calcul ne tient compte d'aucune déduction pour l'amortissement des biens fabriqués, ni de l'épuisement ou de la dégradation des ressources naturelles. Les données sont exprimées en gourdes haïtiennes ou dollars EU constants de 2005.

Alimentation

Disponibilité alimentaire

Se rapporte à la quantité totale de denrées alimentaires disponibles à la consommation humaine, exprimée en kilocalories (kcal). On calcule la valeur calorique en appliquant à la quantité de denrées de base les facteurs adaptés de composition alimentaire, le résultat étant exprimé en millions d'unités (kcal/personne/jour).

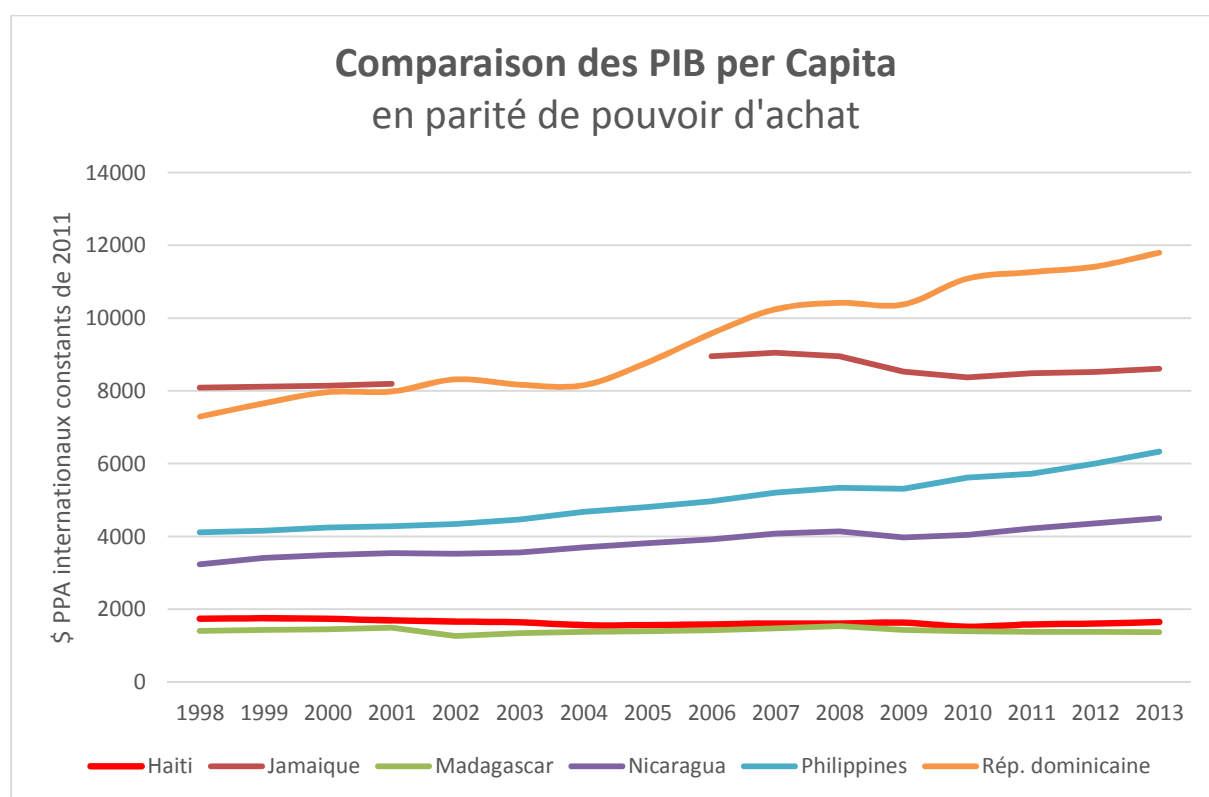
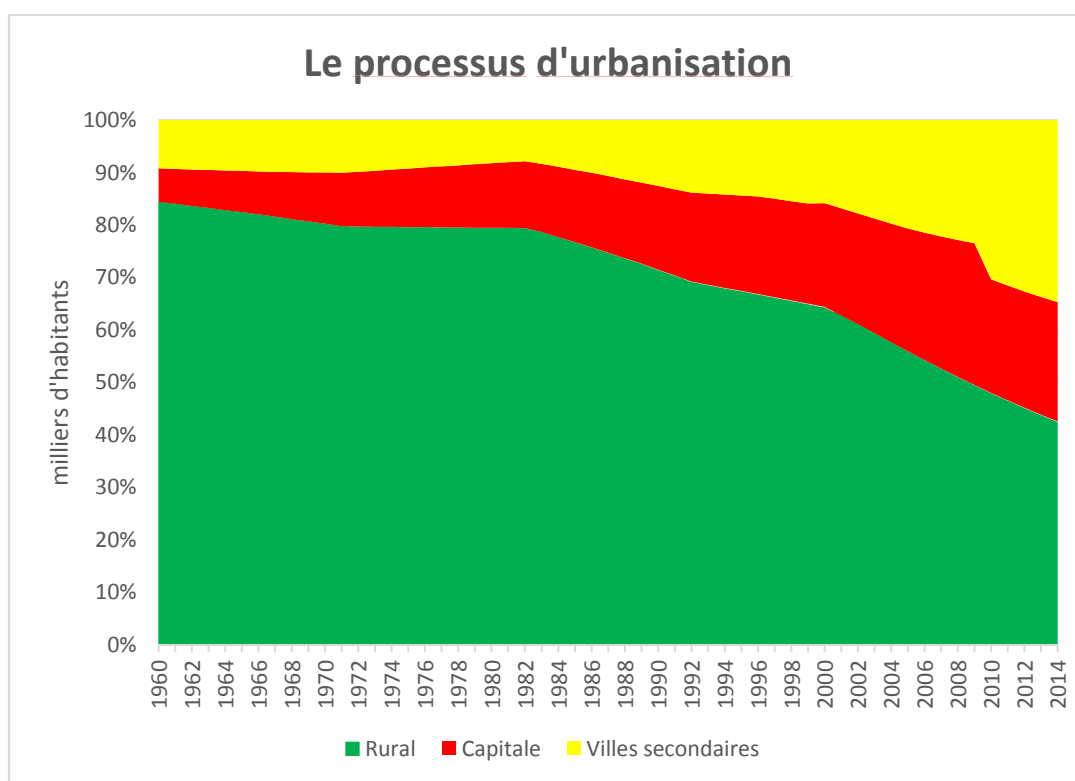
Prévalence de l'insuffisance alimentaire

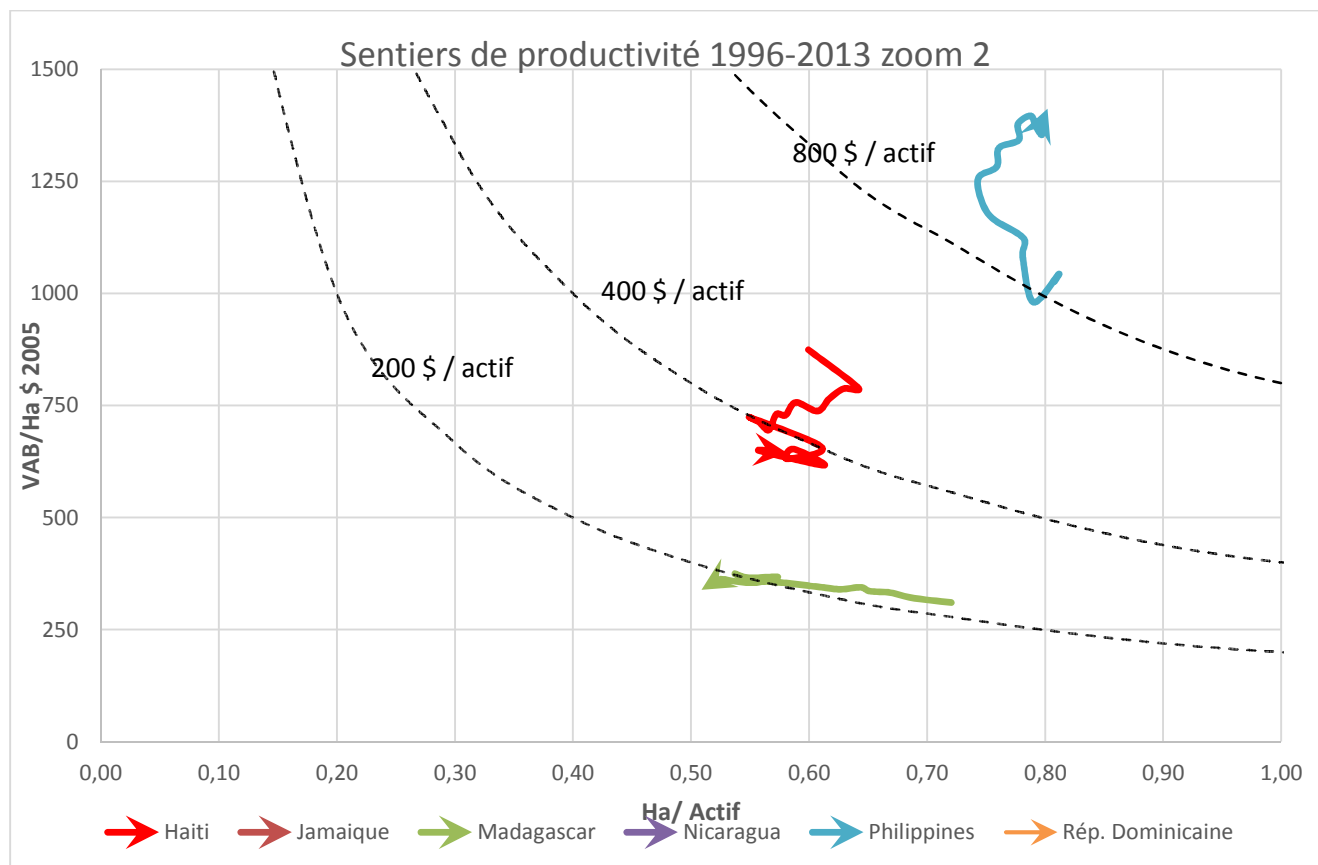
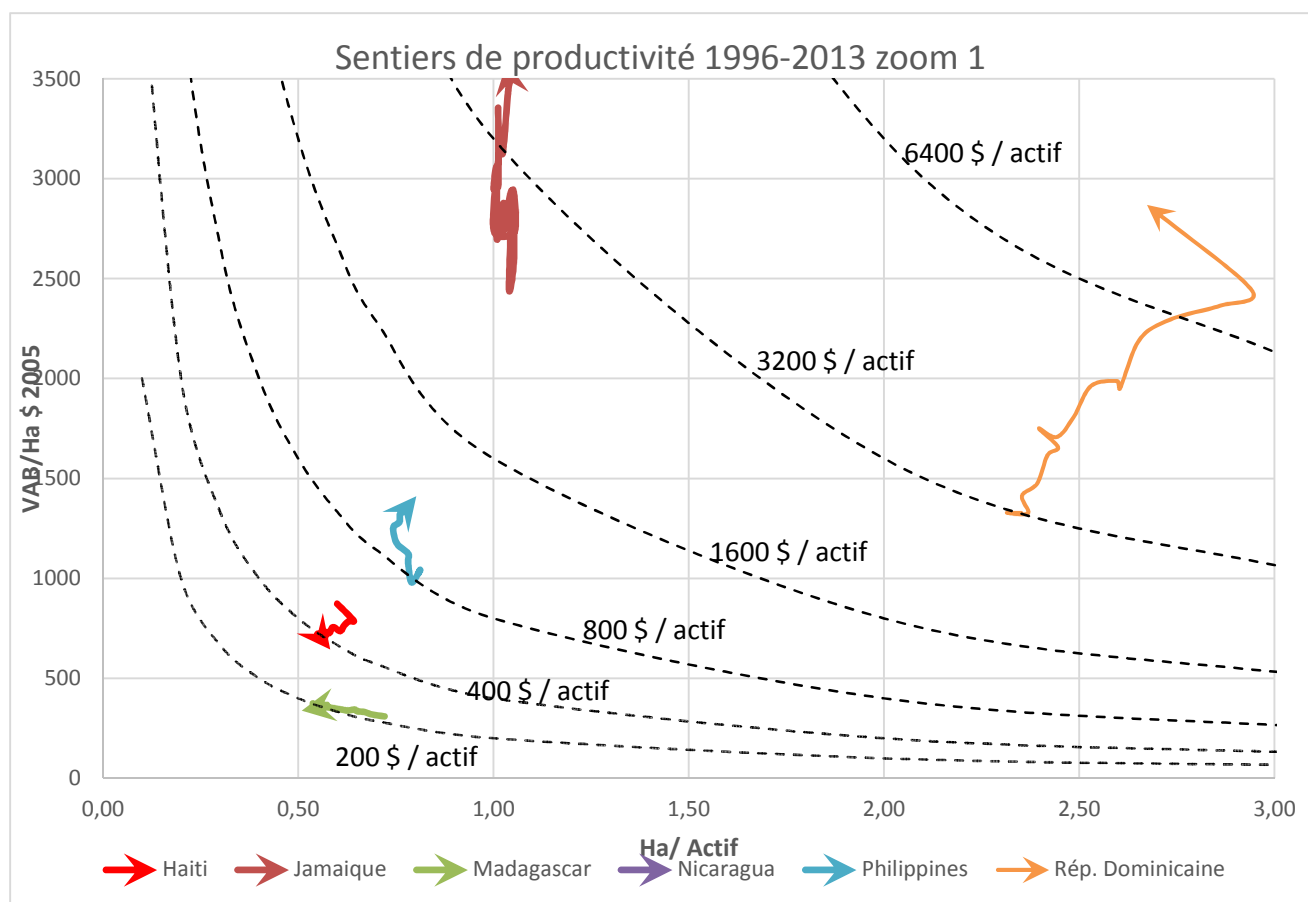
L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation est une mesure établie de longue date et tenue à jour par la Division de la statistique de la FAO. Il a été présenté pour la première fois en 1963, dans la Troisième enquête mondiale sur l'alimentation puis a été progressivement affiné

39La méthode utilisée pour estimer la prévalence de la sous-alimentation consiste à comparer la loi de distribution de l'apport énergétique alimentaire journalier habituel, $f(x)$, à un seuil, appelé besoins énergétiques alimentaires minimaux. Ces deux éléments reposent sur la notion d'individu moyen de la population de référence.

En d'autres termes, la prévalence de la sous-alimentation est la probabilité qu'un individu sélectionné de manière aléatoire dans la population ait un apport énergétique alimentaire insuffisant pour satisfaire les besoins que nécessite une vie saine et active. Cette probabilité est considérée comme une estimation de la proportion de personnes susceptibles d'être sous-alimentées au sein de la population.

Annexe 5 : Graphiques complémentaires





Annexe 6 : Deux scénarios pour hiérarchiser les options

Un premier scénario : « priorité à l'emploi »

Le taux de chômage est très élevé, et des cohortes d'actifs s'annoncent.

Il faut donc privilégier les technologies intensives en travail

- Dans l'agriculture = pas de mécanisation
- Dans les aménagements du milieu
- Dans l'industrie concentrée dans des parcs
- Dans l'artisanat
- Dans la construction et l'entretien des infrastructures

Il en résultera une certaine croissance aux fruits mieux répartis

L'intervention de l'Etat sera soutenue par les transferts

Un scénario alternatif : « tout pour et par les migrants »

L'émigration est la principale ressource externe pour le pays. L'objectif est de la préserver, la développer.

Il faut donc préparer les jeunes (ruraux comme urbains) à l'émigration par la formation aux langues étrangères: anglais, espagnol, portugais et la formation professionnelle.

On négociera des accords avec les pays d'accueil.

Le tourisme ciblera en priorité les émigrés.

Les banques créeront des comptes épargne-retraite.

Les collectivités territoriales coordonneront les investissements immobiliers faits par les émigrés.

Le secteur privé offrira des services à la personne pour les retraités.